



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DCPAT n° 2019- 173 du 28 OCT. 2019 , mettant en demeure la société Aalyah Recyclage sise 24 Chemin Latéral à Bagneux, de respecter dans un délai de 4 mois, les dispositions de l'article 18 et du point 3 de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1, ainsi que les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713-1.

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1, L514-5 et R. 512-75 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par décret du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des ICPE,

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation des déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713-1 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 3 octobre 2019 constatant que les conditions d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par la société Aalyah Recyclage sise 24 Chemin Latéral à Bagneux, font l'objet de trois non-conformités notables et proposant de mettre en demeure ladite société de respecter, dans un

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr STANDARD : 01.40.97.20.00 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21

INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

délai de 4 mois, les dispositions des articles 20 (point 3) et 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité, en disposant de bouches incendie implantées de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures (non-conformité n°1) et en réalisant une vérification périodique des installations électriques (non-conformité notable n° 2), ainsi que les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 6 juin 2018 précité en faisant réaliser un contrôle de radioactivité des déchets métalliques avant leur admission sur site (non-conformité notable n°3),

Vu le courrier de madame la cheffe de l'unité départementale de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Ile-de-France du 3 octobre 2019 notifié le 7 octobre 2019 adressé à l'exploitant, par lequel ce dernier a reçu copie du rapport du 20 septembre 2019 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et a été informé qu'il disposait d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations,

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant,

Considérant qu'en méconnaissance des dispositions du point 3 de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité, la société Aalyah Recyclage ne dispose pas de bouches incendie implantées de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures,

Considérant qu'en méconnaissance de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité, la société Aalyah Recyclage n'a pas réalisé une vérification périodique des installations électriques,

Considérant qu'en méconnaissance des dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 6 juin 2018 précité, la société Aalyah Recyclage ne fait pas réaliser un contrôle de radioactivité des déchets métalliques avant leur admission sur site,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Hauts de Seine,

ARRETE

Article 1^{er} : sur les bouches incendie

La société Aalyah Recyclage représentée par Monsieur Bahbah, son gérant, est mise en demeure, en tant qu'exploitant des installations classées du site localisé 24 Chemin Latéral à Bagneux, de disposer, dans un délai de 4 mois suivant notification du présent arrêté, de bouches incendie implantées de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, conformément aux dispositions du point 3 de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité.

Article 2 : sur la vérification périodique des installations électriques

La société Aalyah Recyclage est mise en demeure de réaliser, dans un délai de 4 mois suivant notification du présent arrêté, une vérification périodique des installations électriques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité.

Article 3 : sur le contrôle de radioactivité des déchets métalliques

La société Aalyah Recyclage est mise en demeure de faire réaliser, dans un délai de 4 mois suivant notification du présent arrêté, un contrôle de radioactivité des déchets métalliques avant leur admission sur site, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 6 juin 2018 précité.

Article 4 - Sanction administrative

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la société Aalyah Recyclage sera passible de sanctions administratives et pénales prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours contentieux

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Article 6 - Publication et notification

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bagneux et pourra y être consultée.

Une copie du présent arrêté devra être affichée :

- à la mairie de Bagneux, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 7 - Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, madame la maire de Bagneux et madame la cheffe de l'unité départementale de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON

